

ТЕЗИ ФРАНЦУЗЬКОЮ МОВОЮ

UDC 351.74(641.32)

SOUKAINA AMKHAYEN

Université nationale des affaires intérieures de Kharkiv

UNE NOUVELLE POLICE ADMINISTRATIVE DE CASABLANCA

La capitale économique du royaume dispose enfin de sa première brigade communale. La mission essentielle de celle – là est de veiller à la sécurité, la salubrité et le respect des règles de l'urbanisme et de l'espace public. Casablanca a désormais sa police administrative. En octobre 2016 le maire de Casablanca a déclaré la création de la police administrative de Casablanca.

Les premières brigades, dont les agents ont prêté serment en janvier 2018 sont déjà opérationnelles. Concrètement, la première promotion de policiers administratifs a compté 77 personnes. Dans l'optique d'un projet pilote, ils ont d'abord été déployés dans cinq arrondissements de la ville.

La loi organique relative aux communes, qui prévoit le déploiement d'une police administrative, stipule que ces brigades, sous la houlette du président du Conseil des communes, devront veiller au «maintien de la sécurité, à la salubrité et au respect des règles générales de l'urbanisme et de l'espace public».

Comme c'était prévu, l'expérience pilote serait élargie à l'ensemble du territoire communal. Ainsi, les policiers peuvent vérifier les autorisations de chantiers de construction et les autorisations commerciales, prévenir d'éventuelles perturbations dans la rue, intervenir en cas de tapage nocturne et s'enquérir de la salubrité publique. Auparavant, toutes ces missions étaient assurées par des fonctionnaires de la commune. Maintenant le Conseil de Casablanca, dans un souci d'efficacité, souhaite créer des équipes professionnelles, dotées de pouvoirs judiciaires.

L'installation d'une police administrative est l'un des piliers stratégiques du plan d'action communal 2015-2022, qui prévoit une enveloppe budgétaire de 52,7 millions de dirhams consacrée à l'équipement de cette police administrative.

Consulteur de langue L. D. Diagilieva